

**Séance ordinaire du  
vendredi 27 septembre 2019**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

**Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

**Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole SA3M - Rapport  
annuel de l'administrateur - Approbation**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n° 2014/508 du Conseil en date du 06 novembre 2014, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Patrick RIVAS pour la représenter au Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société Publique Locale (SPL) de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Patrick RIVAS présente le compte rendu des activités concernant l'exercice 2018 de la SPL SA3M.

Le capital social de la SPL SA3M de 1 770 000 € reste inchangé au 31 décembre 2018. La Ville de Montpellier détient 22.60% des actions, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole (50,79%), de la Région Occitanie (10,06%), des communes de Lattes (1,69%), de Castelnau-le-Lez (1,13%), des communes de Baillargues, Castries, Clapiers, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Cres, Pérols, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone (0,85%), et des communes de Cournonsec, Lavérune, Prades-le-Lez et Sussargues (0,68%).

A ce titre, la Ville de Montpellier occupe 4 sièges sur 18 au Conseil d'Administration de la SPL SA3M. Le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois en 2018: les 29 mars 2018, 29 mai 2018 et 12 décembre 2018.

L'Assemblée générale Ordinaire statuant sur les comptes 2017 s'est tenue le 26 juin 2018, l'assemblée générale Ordinaire statuant sur les comptes 2018 s'est tenue le 28 juin 2019.

Au 31 décembre 2018, l'effectif de la société est de 7,5 ETP, dont le Directeur Général, Monsieur Christophe Perez nommé le 18 septembre 2014.

La SPL SA3M s'est attachée à poursuivre ses activités d'aménagement pour le compte de ses actionnaires en 2018.

*« La SPL SA3M a pour objet, exclusivement pour le compte des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires, et sur leur territoire géographique, d'apporter une offre globale de services de qualité en termes :*

- d'aménagement,*
- d'urbanisme et d'environnement,*
- de développement économique, touristique et de loisirs.*

*Dans ces domaines, la SPL SA3M peut:*

- assurer des missions d'information, de promotion et d'animation, de recherche et de formation,*
- réaliser des opérations d'aménagement au sens de l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme,*
- réaliser des opérations de construction, de rénovation d'équipements de tout immeuble, local ou ouvrage,*
- assurer l'exploitation et l'entretien d'ouvrages et équipements,*
- étudier et réaliser des équipements publics.*

*Et, plus généralement, la SPL SA3M peut accomplir toutes les opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières, présentant un intérêt général pour les actionnaires, qui peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet social. »*

Le résultat net 2018 (après IS et épargne salariale) s'élève à 756 K€, contre un résultat 2017 de 942 K€. Ce résultat permet de consolider les capitaux propres de la SA3M, dont le capital social était déjà entièrement reconstitué à fin 2016. Les capitaux propres s'élèvent en 2018 à 3 972 K€.

Le chiffre d'affaires total de l'exercice 2018 atteint 33,65 M€ (contre 21,1 M€ en 2017), soit une progression de + 60 %. Au cours de l'année 2018, la société s'est vue confier 11 nouvelles opérations (mandats).

Le chiffre d'opérations, représentant les dépenses d'investissement de l'exercice, termine à 75,7 M€ TTC en 2018 (dont 23,5 M€ HT d'acquisitions) contre 39,2 M€ TTC en 2017.

L'année 2018 a en effet été marquée par un niveau important d'acquisitions, (même si certains reports ont été constatés sur Restanque, et Odyseum Est); les acquisitions ont été les suivantes :

- Pompignane (9,9 M€ contre 1,9 M€ au budget),
- ODE à la Mer (4 M€ contre 1,8 M€ prévus)
- Coteau (3 M€ premier acompte d'une acquisition globale de 12,2 M€)
- Nouveau Grand Cœur (2,6 M€)
- République (1,2M€), Cambacérès (1,2M€), Consuls (0,9M€) et EAI (0,5 M€).

Les principales dépenses ont été réalisées sur les opérations suivantes :

- En concessions :
  - o Groupe scolaire de l'EAI (3,9 M€)
  - o Cambacérès (3,2 M€)
  - o Opération Beausoleil au sein de la concession Nouveau Grand Cœur (3 M€),
  - o ODE à la Mer (2,7 M€)
  - o Aménagement de l'EAI (1,9 M€)
  - o Concession communale ZAC Castelet à Clapiers (1,2 M€)
- En mandats :
  - o Les Halles Laissac (4,6 M€),
  - o Le Conservatoire de Rayonnement Régional (3,2 M€)

L'activité aménagement de la SPL SA3M a engendré un excédent d'exploitation de l'ordre de 1,6 M€ avec une hausse de + 160 K€ par rapport à 2017.

Pour l'année 2019, les prévisions budgétaires prévoient un chiffre opérations de 117,9 M€ dont près de 52 % en concessions d'aménagement.

Trois mandats pèsent pour 25% du chiffre d'opérations :

- Demeter II,
- Conservatoire à Rayonnement Régional,
- Centre d'Art Contemporain MOCO

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SPL SA3M pour l'exercice 2018 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 8 octobre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- RAA 2018 SA3M

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20190927-96366-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 09/10/19  
Réception en Préfecture : 09/10/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.